

Un boycott qui fait fureur au Maroc

MAGHREB Trois marques célèbres font les frais du mouvement

- Les Marocains boycottent activement trois marques célèbres.
- Une grogne contre la cherté de la vie.
- L'une des cibles est un ministre, milliardaire et proche du Roi.

Il semble évident que ceux qui ont lancé l'initiative ignoraient le succès qu'elle allait rencontrer. Depuis le 20 avril, les Marocains suivent en effet massivement un mot d'ordre de boycott de trois marques commerciales, victimes d'une grogne générale contre la vie chère. En filigrane de cette étonnante affaire, on observe les prémices d'un mouvement citoyen sans précédent dans le royaume. Citoyen et donc aussi très politique.

On l'appelle « al-mouqataa » (« le boycott »). Ses tout premiers initiateurs restent anonymes, ceux qui, usant des réseaux sociaux, ont désigné trois marques à la vindicte populaire, le lait de Centrale Danone, l'eau de Sidi Ali et le carburant des stations-service Afrikaia. Le mot d'ordre anonyme fait donc fureur. La grande majorité des Marocains n'achète plus ces produits depuis plus de six semaines. Au point que les directions des entreprises concernées ont lancé des appels à l'aide, voire du chantage à l'emploi.

Un Premier ministre est déjà tombé : Lahcen Daoudi, ministre des Affaires générales, avait participé à un sit-in des sa-

lariés de Danone qui craignaient pour leur emploi et y avait exprimé sa solidarité avec eux. Mal lui en prit : les réseaux sociaux se sont déchainés contre lui, pointant un soutien à une entreprise privée au détriment des consommateurs. Le 6 juin, sous la pression, le ministre a démissionné. Son parti qui est aussi celui du Premier ministre, le PJD (le parti de la Justice et du Développement, islamiste modéré) ne l'a pas défendu. Il est vrai qu'une rumeur persistante prétend que le PJD, ou une partie de celui-ci, est à la base du boycott.

Et voilà la politique ! Si les propriétaires français de Danone – comme les observateurs – peinent à comprendre les reproches précis du public marocain à leur encontre, ceux de Sidi Ali et d'Afrikaia savent à quoi s'en tenir. Il s'agit simplement de deux des plus grandes fortunes du Maroc. Les sources d'Oulmès, d'où sont produites les eaux de la marque Sidi Ali, célèbres au Maroc, appartiennent à Holmarcom, société de la riche famille Bensalah. Quant à Afrikaia, son propriétaire n'est autre qu'Aziz Akhannouch, milliardaire dont la fortune n'est dépassée au royaume que par celle... du roi Mohamed VI. Bensalah et Akhannouch ? Des noms connus et appréciés au palais...

« Une économie minée par l'interférence du pouvoir avec celui de l'argent est visée » TRANSPARENCY MAROC

Akhannouch porte même une triple casquette : en plus de ses

activités commerciales et financières, il est ministre de l'Agriculture depuis onze ans et il a été bombardé en 2016 à la tête d'un parti, le RNI (Rassemblement national des indépendants), dont d'aucuns pensent que le pa-

lais en a fait son favori pour prendre la tête d'un prochain gouvernement. Au Maroc, le Roi jouit de pouvoirs exorbitants et les partis jouent le plus souvent un jeu de rôles imposé d'en haut, dans lequel les improvisations sont proscrites. Le « fusible » PJD semble prêt à sauter, il faut donc prévoir la suite...

Ce scénario, s'il s'avère, semble mal parti. Car l'impopularité d'Akhannouch enfle. Le 7 juin, ainsi, alors qu'il participait au rang de ministre à l'inauguration d'un port de plaisance près de Tanger, il a été accueilli par des cris, « Erhal » (Dégage !), alors que le Roi, lors de la même cérémonie, recevait les hommages appuyés des citoyens présents.

Les rapports sulfureux entre pouvoir et argent expliquent visiblement cette affaire de boycott. Le « capitalisme de connivence », comme écrit un observateur, où foisonnent collusions et conflits d'intérêts... Avec une grogne qui s'étend : même l'actuel grand festival musical Mawazine a fait l'objet d'une contestation sur les réseaux sociaux en raison des sommes y dépensées pour l'image du Maroc.

Transparency Maroc ne s'y est pas trompée dans son commentaire du 19 mai : « L'analyse d'un tel mouvement à travers le seul facteur des prix est forcément réductrice. C'est toute la gouver-

nance d'une économie minée par la rente, la corruption et l'interférence du pouvoir politique avec celui de l'argent, qui est visée. Ce mouvement prolonge les contestations du Rif, de Zagora et de Jerada, qui ont porté des revendications sociales et économiques basiques et se sont retrouvées en butte à une forte répression. Le succès évident de l'appel au boycott exprime un malaise profond en même temps qu'une prise de conscience citoyenne et interpellée, en premier lieu, les pouvoirs publics. » ■

BAUDOIN LOOS

JOURNALISTE POURSUIVI

Une affaire sordide

Taoufik Bouachrine, un patron de presse dont les écrits déplaisent en haut lieu, est en procès - à huis clos - à Casablanca pour traite d'êtres humains, abus de pouvoir à des fins sexuelles et viol. Ces très lourdes accusations sont balayées par sa défense, qui assure que les dizaines de vidéos produites par l'accusation sont le résultat de trucages. Son avocat Mohamed Ziane, cité par *Le Monde* ce 10 juin, parle de « manipulation » : « Mon client dirige un quotidien qui critique tous les centres de décision, sans exception, et c'est ça qui pourrait lui coûter cher. » Taoufik Bouachrine, en outre, passe pour être proche des islamistes du PJD, certes au pouvoir mais qui ne seraient plus en odeur de sainteté à Rabat.

B. L.